

Brochure n° 3359

Convention collective nationale
IDCC : 2754. – **MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES
DE CUISINE À USAGE DOMESTIQUE**

AVENANT N° 8 DU 19 AVRIL 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250797M
IDCC : 2754

Entre :

Le SNEC,

D'une part, et

La FNECS CFE-CGC ;

La FS CFDT ;

La CSFV CFTC ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant détermine certaines dispositions particulières applicables aux salariés des entreprises comprises dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique en matière de salaires.

Cet avenant modifie les dispositions générales de ladite convention collective.

Article 2

Portée du présent avenant

L'ensemble des dispositions contenues dans le présent avenant est de portée nationale et impérative. Il ne peut être dérogé au présent avenant, pour tout ou partie, que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 3

Objet

Le présent avenant a pour objet de revaloriser la grille salariale prévue à l'article 14.4 de la convention collective des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique comme suit.

*Salaires minima conventionnels au regard de la classification
des catégories de salariés*

Pour 151,67 heures par mois, en date d'avril 2012 (base Smic horaire 9,22 €).

Valeur du point : 7,14 €.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel brut minimal conventionnel
I	1	201	1 435,14
	2	206	1 470,84
	3	210	1 499,40
II	1	220	1 570,80
	2	226	1 613,64
	3	230	1 642,20
III	1	245	1 749,30
	2	250	1 785,00
	3	255	1 820,70
IV	1	270	1 927,80
	2	280	1 999,20
Agents de maîtrise V	1	295	2 106,30
	2	310	2 213,40
Cadres VI VII VIII IX X	1	340	2 427,60
	2	427	3 048,78
		480	3 427,20
		550	3 927,00
		600	4 284,00
			Hors grille

Article 4

Durée. – Dénonciation. – Révision

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à dater de son entrée en vigueur.

Il est d'ores et déjà convenu entre les parties que la prochaine négociation sur les salaires aura lieu en décembre 2012.

Il peut être dénoncé par l'une quelconque des parties sous réserve de respecter un préavis de 6 mois. Cette dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception et adressée à tous les organisations syndicales signataires.

Le présent avenant est révisable à tout moment suite à la demande de l'une quelconque des parties signataires et par accord entre elles.

Article 5

Dépôt

Le présent avenant sera déposé à la direction générale des relations du travail.

Fait à Paris, le 19 avril 2012.

(Suivent les signatures.)